

considérable, qui n'est pas étranger aux travaux qui s'y font dans les universités et je dirais que, de façon générale, notre programme d'aide accorde beaucoup d'importance à l'éducation. L'éducation est sans contester un grand besoin.

Quand au relèvement social et à l'écart entre les riches et les pauvres, cela se rattache, à mon sens, à la rapidité de la croissance démographique et à la possibilité d'une croissance économique aussi rapide. Dans nombre de ces pays, on peut tout au plus faire croître le P.N.B. aussi vite que la population, si l'on veut qu'il garde sa place. A Haïti cela est impossible, car il n'y a pas de point de départ pour la croissance. Les gens doivent donc avoir un débouché pour sortir de la région, notamment dans les cas où le pays ou l'unité est de trop faible importance pour qu'on puisse espérer une expansion industrielle. Les pays des Antilles ont besoin à la fois d'expansion économique et de lieux d'émigration. Ils se prêtent très bien à l'entreposage, au commerce, aux plantations et au tourisme, mais ils ne peuvent faire vivre une population croissante. Il faut songer à organiser l'émigration de ces territoires vers d'autres lieux où ils pourront s'intégrer au processus industriel. La moitié des Portoricains semblent vivre à New-York et il est à supposer qu'ils sont intégrés au processus industriel.

**Le sénateur Fergusson:** A propos du tourisme et de ses possibilités de développement, il me semble que ces pays n'attirent que les gens très riches. Ils ont de très beaux hôtels luxueux. Ne pourraient-ils pas offrir ces services à la classe moyenne, qui pourrait voyager et rester aux Antilles?

**M. Armstrong:** Je pense que cela se fait. Cela se fait en maints endroits. Cela se fait sûrement à Porto Rico, où l'on peut prendre ses vacances à très bon marché. Il ne faut pas oublier toutefois que les plages et l'espace viennent nécessairement à manquer. Avec l'abondance qui règne en Amérique du Nord, si tous les Nord-Américains décidaient—tous ceux qui peuvent se le permettre—d'aller passer leurs vacances aux Antilles la même année, ont aurait le plus bel embouteillage jamais vu. La population mondiale se multiplie rapidement, mais pas le littoral, non plus que les plages les plus belles, de sorte qu'elles sont très limitées. Mais on trouve encore un grand nombre d'établissements très modestes où passer ses vacances à bon marché dans des endroits comme la Grenade et la Dominique et ainsi de suite. Aux Bahamas, par exemple, Nassau regorge d'établissements relativement modestes. Par exemple, on y trouve un Howard Johnson's.

**Le sénateur Fergusson:** Oui, mais bien souvent on y trouve des hôtels Hilton et autres du même genre.

**M. Armstrong:** Oui, ils sont les premiers. Mais vous en avez ensuite de plus petits plus tard. C'est le cas de Malte, par exemple, qui groupe 300,000 habitants dans deux îles. Le tourisme est le principal facteur

de croissance économique. On commence par de grands hôtels, puis viennent les plus petits. Evidemment, ce pays est dans la zone sterling et a beaucoup de clientèle britannique, mais la même situation peut se présenter dans les petites îles d'ici. Je pense que les maisons d'hiver et d'été sont aussi en vogue là où on pourrait avoir un chalet.

**Le sénateur Fergusson:** Cela augmente aussi. Les gens vont s'y établir pour de bon.

**M. Armstrong:** Oui. Et cela pourrait se produire à Haïti, en république Dominicaine et ailleurs s'il y existait un sentiment de sécurité politique, qu'on ne retrouve pas dans ces pays, comme dans les îles britanniques. Mais certaines îles sont elles-mêmes surpeuplées. La Martinique est très belle, mais elle est bondée de monde et ses villes ne sont pas particulièrement attrayantes. Il y a quelques hôtels luxueux sur la plage et il pourrait y en avoir d'autres, mais on a besoin de capitaux pour construire des routes et assurer d'autres services publics indispensables. La plupart des îles ne sont pas en mesure d'établir elles-mêmes cette infrastructure.

**Le président:** Puis-je signaler la présence de deux membres d'office du Comité: le leader du gouvernement au Sénat, le sénateur Martin, et le sénateur Flynn. Si le sénateur Martin a des questions à poser, il pourrait, je pense, le faire dès maintenant. Nous passerions ensuite au sénateur Flynn.

**Le sénateur Martin:** J'aurais certaines questions à poser, mais je puis bien laisser parler les autres. De fait, j'ai plusieurs questions, mais je suis disposé à attendre que d'autres sénateurs aient pris la parole.

**Le sénateur Thorvaldson:** Nous aimerions sûrement entendre les questions du leader du gouvernement.

**Le sénateur Martin:** Permettez-moi de dire, monsieur Armstrong, que je suis très heureux que le président de notre Comité, en qui j'ai grande confiance et que nous voulons tous appuyer, ait pu vous inviter à témoigner, à titre de premier témoin à comparaître devant le nouveau Comité réorganisé qu'il a établi. Je vois en vous, évidemment, un grand ami du Canada, un homme qui a fait sa marque dans le domaine de la politique étrangère des États-Unis.

Auriez-vous quelques mots à dire au sujet des rapports entre les pays des Antilles, notamment entre les Antilles britanniques d'Amérique latine, à la lumière de l'intérêt de plus en plus vif qu'ils portent à l'Organisation des États américains?

**M. Armstrong:** Oui. Je me souviens que lorsque la Fédération des Antilles a été dissoute et que la Jamaïque a demandé son adhésion à l'O.E.A. on a refusé pendant longtemps de l'admettre. Elle en est maintenant membre. Je pense que la Trinité a demandé ou demande présentement son adhésion. Je présume que la Barbade le fera aussi.